Manifestations officielles contre un rapport «mensonger» de l’ONU sur le Burundi

PANA,Â 17 mars 2018 Bujumbura, Burundi - Des marches-manifestations officielles ont Ã©tÃ© organisÃ©es samedi Ã travers tout le pays pour fustiger et dÃ©crier un rÃ©cent rapport des Nations Unies jugÃ© Â«mensonger et erronÃ©Â» sur la situation rÃ©elle des droits humains au Burundi, un pays toujours sous le radar de la communautÃ© internationale depuis les Ã©lections controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violences de 2015, a-t-on constatÃ© sur place.Â [PhotoÂ : manifestation samedi Bujumbura, ville capitale du pays.]

Â«Nous demandons au gouvernement de dÃ©mentir formellement le rapportÂ», au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies de Â«ne pas considÃ©rer le rapportÂ», et aux pays africains, Ã la Russie et Ã la Chine, de Â«rester solidaires du peuple burundais comme ils lâ€™ont toujours fait en pareille circonstance Â», a martelÃ© le Maire, Freddy Mbonimpa, devant une foule compacte, massÃ©e Ã la Place de lâ€™indÃ©pendance, dans le centre-ville de Bujumbura. Mercredi dernier, le chef de lâ€™E burundais, Pierre Nkurunziza, avait prÃ©sidÃ© un Conseil de sÃ©curitÃ© sanctionnÃ© par une dÃ©claration dÃ©nonÃ§ant et r en bloc, Â«des rapports internationaux erronÃ©s et tendancieux, menaÃ§ant la sÃ©curitÃ© du pays Â». Â Â«Ces rapports font de la situation sÃ©curitaire rÃ©elle prÃ©valant Ã travers tout le paysÂ», selon la mÃªme dÃ©claration du Conseil national de sÃ©curitÃ©. La situation sÃ©curitaire, qui a prÃ©valu au cours de l'annÃ©e derniÃ¨re et au cours de ce dÃ©but d'annÃ©e, s'es considÃ©rablement amÃ©liorÃ©e Â», soutient le mÃªme communiquÃ© qui invite les pays ou organisations qui gardent encore des vellÃ©itÃ©s de dÃ©stabiliser le Burundi, dâ€™y mettre fin. Le rapport en cause Ã©mane de trois experts indÃ©pendants e humains : le SÃ©nÃ©galais, Doudoune DiÃ¨ne (SÃ©nÃ©gal, prÃ©sident), Mmes FranÃ§oise Hampson (Royaume-Uni, membre Lucy Asuagbor (Cameroun) qui disent sâ€™Ãªtre basÃ©s sur plus de 160 entretiens auxquels se sont ajoutÃ©s 500 autres menÃ©s lâ€™annÃ©e derniÃ¨re par une prÃ©cÃ©dente commission onusienne. Les prÃ©cÃ©dents enquÃªteurs onusiens, no Christoph Heyns (Afrique du sud), Pablo De Grief (Colombie) et Maya Sahli Fadel (AlgÃ©rie) avaient Ã©tÃ© dÃ©clarÃ©s person non gratta au Burundi pour un rapport accusant le gouvernement de graves violations des droits de lâ€™homme. Mardi passÃ©, Ã GenÃ¨ve, en Suisse, la nouvelle commission a maintenu devant le Conseil des droits de lâ€™homme des Nations Unies, que Â« depuis septembre dernier, la situation politique, sÃ©curitaire, Ã©conomique, sociale et des droits de lâ€™homme ne sâ€™est pas amÃ©liorÃ©e au Burundi Â». La commission a encore soulignÃ© que Â« le Burundi qui, de pays en voie de dÃ©veloppement est devenu en 2016 un pays dâ€™urgence humanitaire oÃ¹ 3,6 millions de personnes requiÃ¨rent actuellement une assistance et oÃ¹ plus de 430.000 autres se sont rÃ©fugiÃ©es dans les pays voisins Â». Par ailleurs, Â« aucune manifestation autre que celles organisÃ©es par le parti au pouvoir, nâ€™a pu se tenir depuis le dÃ©but de la crise politique en avril 2015Â», relÃ¨ve le rapport de la Commission qui fait, en outre, Ã©tat des membres encore prÃ©sents au Burundi des organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui continuent de subir des pressions ou des arrestations. La commission rappelle que le 24 octobre 2017, le Parlement burundais a adoptÃ© un projet de rÃ©vision de la Constitution visant notamment Ã modifier la limitation du nombre de mandat prÃ©sidentiel. La crise politique de 2015 Ã©tait partie de lâ€™officialisation de la candidature de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, Ã un troisiÃ¨me quinquenna depuis 2005, jugÃ© contraire Ã la Constitution et Ã lâ€™accord inter-burundais dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur et la rÃ©conciliation nationale. Dâ€™un autre cÃ´tÃ©, les rapporteurs onusiens dÃ©plorent le fait que les autoritÃ©s burundais semblent adopter une attitude de non coopÃ©ration avec les partenaires internationaux, rappelant notamment que le pays avait annoncÃ© ne pas avoir lâ€™intention de coopÃ©rer avec la Cour PÃ©nale Internationale (CPI), Â« alors quâ€™il y est ter vertu du Statut de Rome auquel il Ã©tait partie jusquâ€™au 27 octobre 2017 Â». La Commission a Ã©galement expliquÃ© que les libertÃ©s publiques continuent dâ€™Ãªtre fortement restreintes Â» au Burundi oÃ¹ Â« une partie importante de lâ€™opposition politique reste en exil, tout comme un grand nombre de journalistes indÃ©pendants et de membres dâ€™organisations engagÃ©es dans la collecte dâ€™informations sur les violations des droits de lâ€™homme. La communautÃ© internationale fa pression en faveur d'un dialogue inclusif de toutes les parties prenantes en vue de trouver une issue pacifique Ã la crise burundaise, susceptible, Ã ses yeux, de contaminer l'ensemble de la sous-rÃ©gion des Grands lacs africains dÃ©jÃ instable Ã cause des conflits internes aux Etats ou transfrontaliers. Ce dialogue inter-burundais ne semble toujours pas d'actualitÃ© malgrÃ© les efforts particuliers de la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est et son mÃ©diateur, l'ancien prÃ©sident de la Tanzanie, Benjamin William M'Kapa. A Bujumbura, l'heure est plutÃ´t aux prÃ©paratifs de nouvelles Ã©chÃ©ances de 2020, malgrÃ© les rÃ©serves de l'opposition qui demande prÃ©alablement de vider le contentieux Ã©lectoral de 2015.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});